

FO - CGT – Solidaires

(Bourse du Travail La Roche / Yon)

COMMUNIQUÉ

Nos organisations apportent leur entier soutien à nos Fédérations et Syndicats engagés dans les actions de grève du 8 et 15 novembre.

Le 8 novembre, les personnels des Hôpitaux, de la Santé, de l'Action Sociale, des Organismes de Sécurité Sociale appellent à la grève et à manifester. Pour La Roche sur Yon, rassemblement à 14 heures 30 devant la Préfecture.

Lois HPST et loi Santé, budgets d'austérité se combinent et conduisent à la suppression de services et de postes. Le service public est mis à mal, ses personnels sous pression, les conditions d'exercice de leurs missions fortement dégradées.

Le gouvernement déclare avoir rétabli les comptes de la Sécurité Sociale, mais à quel prix, l'accès aux soins est de plus en plus difficile et onéreux pour les assurés sociaux. Des économies drastiques sont réalisées sur les personnels des services de santé, médico-sociaux et de Sécurité Sociale.

Le 15 novembre, ce sont les personnels des Finances Publiques qui appellent à la grève et à se rassembler à 9 heures 30 devant la Direction de la DGFIP (rue Jean Jaurès).

La Direction Générale des Finances Publiques applique les directives gouvernementales, supprime des postes par milliers (encore 1.800 en 2017, plus de 30.000 ces 12 dernières années) et restructure des services par dizaines (centralisation accrue), à commencer par les trésoreries rurales (en Vendée, les trésoreries de La Mothe Achard, Maillezais et Pouzauges ont été fermées ces 12 derniers mois). Face à des règles fiscales de plus en plus complexes et tatillonnes, il y a de moins en moins d'agents pour répondre, ou pour contrôler notamment les entreprises. Selon la Direction, il faut « désintoxiquer l'usager de l'accueil physique » ! La fraude et l'évasion fiscale représentent plusieurs dizaines de milliards de manque à gagner annuel pour le budget de l'État, Apple et Google étant très représentatives des méthodes actuelles des multinationales en matière d'optimisation fiscale...

Oui le service public républicain, garant de l'égalité d'accès aux droits, est gravement atteint.

C'est vrai également pour la Police, la Justice, l'Éducation Nationale, la Poste, l'AFPA...

La logique du pacte de responsabilité, qui a conduit à la loi El Khomri, destructrice du Code du Travail, conduit de même à la destruction du service public.

Oui, nos syndicats ont raison de recourir au rapport de force pour :

- Bloquer la mise en place des mesures d'austérité, y compris en matière de salaires et retraites ;
- Maintenir tous les services et revendiquer une augmentation des effectifs ;
- Préserver les garanties statutaires indispensables à l'exercice de leurs missions.

Les 8 et 15 novembre, participons massivement aux rassemblements